

Temporalités du projet d'aménagement : Enjeux pour la géographie appliquée

Temps long...

L'aménagement du territoire pendant les Trente Glorieuses était marqué par les principes fonctionnalistes de la Charte d'Athènes. L'Etat français, centralisé, exerçait son pouvoir dans un contexte d'opulence et de consensus social. Les grands corps de l'Etat font alors merveille pour orchestrer l'œuvre d'équipement du territoire français. Les géographes, occupés à former des enseignants, s'aperçoivent qu'ils disposent de compétences et d'un regard systémique sur le monde, utile à l'accompagnement de ce processus de transformation. Un nouveau gisement d'emplois pour les étudiants en géographie est identifié. Les filières universitaires se recomposent et déclinent une géographie qui s'applique à accompagner les projets de l'Etat.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir marque, dix ans après le premier choc pétrolier et l'idée d'une croissance régulée lancée par le Club de Rome, la dernière étape des grands chantiers nationaux d'équipement du territoire. L'heure est au renouvellement spatial, à un développement équitable, puis au développement durable. Le « projet urbain » se démarque, par sa dimension englobante, novatrice, souple et expérimentale, de l'« opération d'aménagement », procédure répétitive et normée. Les équipements de la période précédente placent l'Etat en position d'accusé. L'heure est au développement « par le bas », à la régionalisation et à la participation. Les sociétés démocratiques peinent pourtant à se représenter un devenir collectif, et se divisent. Pendant ce temps, la géographie s'enrichit, au contact des porteurs de la contestation, d'une dimension géopolitique nouvelle, prévalant dans certaines écoles, tandis que d'autres géographes orientent leur offre pédagogique vers les nouveaux emplois offerts par les collectivités territoriales décentralisées.

Aujourd'hui la crise des subprimes, le réchauffement global, l'expansion démographique, la perte de sens menacent la planète des hommes... Notre monde globalisé, fini et divisé est devenu une prison en feu. En France, il faut, malgré la dette publique, assurer la maintenance des grands équipements nés de l'euphorie irresponsable des Trente Glorieuses. Les géographes universitaires doivent de leur côté financer leurs recherches, si possible dans le cadre de projets pluridisciplinaires internationaux, démarches permettant *in fine* aux autorités de tutelle, de procéder à des regroupements de sites, RGPP-MAP oblige... Sur le plan thématique, le géomarketing, la géomatique, la cartographie, les big datas envahissent le champ de la géographie, conduisant celle-ci à se recentrer sur des compétences techniques cloisonnées et à tirer un trait sur ses dimensions critique et systémique, devenues économiquement contre-productives voire politiquement incorrectes.

Temps court...

Qu'il corresponde à un aménagement piloté « d'en haut » ou « d'en bas », à des procédures normées ou à un mode d'action participatif, le calendrier du projet d'aménagement apparaît étonnamment stable : diagnostic préalable, consultation, maîtrise d'œuvre, livraison...

L'autre constance concerne la place des grands corps de l'Etat et des Grandes écoles à toutes les étapes. Ces dernières se taillent la part du lion. Elles se sont employées à confisquer l'accès au concours d'ingénieur territorial. Elles ont certes souvent ajouté à leurs cursus fondamentaux des éléments d'enseignement en géographie... Trop peu pour former un géographe, mais suffisamment pour colorer leur action d'équipementier historique d'une légitimité de façade.

Si la professionnalisation des Master confère une utilité sociale immédiatement perceptible à la géographie universitaire, cette dernière demeure dans une situation auxiliaire qui ne devrait plus être la sienne. Les géographes souffrent d'un manque de reconnaissance, acceptent trop passivement que leur œuvre - considérable - soit cannibalisée à tout va, et sont poussés à devenir des tâcherons réduits à vendre leurs compétences au plus offrant.

Demain...

L'aménagement d'un monde qui doit désormais être soigné plutôt que simplement équipé constitue pourtant un enjeu vital pour chacun. Quelle autre science est mieux placée que la géographie pour coordonner une réflexion multidisciplinaire autour de cette question éminemment complexe ? On peut s'interroger en particulier sur les conséquences de l'arrivée du développement durable sur la place occupée aujourd'hui et demain par la géographie dans le projet d'aménagement parmi les autres disciplines.

Pierre GINET – 01/2015